

cerises

ROUGE, AIGRE-DOUX – N° 205 – VENDREDI 14 FÉVRIER 2014

LA CANAILLE DU FAUBOURG

Journalistes, employés
et ouvriers sont mobilisés :
Libé est au bord du gouffre.

AGENDA MILITANT

→ 20 février

Saint-Brieuc [Avec les ex-salariés
de Nutréo-Triskalia](#)

→ 22 février

Nantes [Rencontre Ensemble ! Grand Ouest](#)

→ 24 février

Paris [La gauche européenne](#)

→ 5 mars

Paris [Marx et l'expropriation](#)

À LIRE SUR communistesunitaires.net

→ Monde

[2014 Année de l'agriculture familiale,](#)
Terres malgaches

→ Écologie

[Qui veut laisser béton la Loi littoral,](#)
Guillaume Liégard
[Les changements climatiques et nos tâches,](#)
Pierre Gineste

→ Territoires

[Déflagration institutionnelle,](#) Patrick Darré

→ Travail

[Le travail en débat](#)

→ Initiatives

[Medef e& Cie contre les chômeurs,](#)
CGT spectacle

L'urgence de refonder une pensée alternative

Le Medef l'a dit : le pacte de responsabilité s'effectuera sans aucune contrepartie. Alors, marché de dupe ou choix stratégique du Président de la République ? J'opte pour la deuxième réponse, la gauche de gouvernement est en train de réussir... la "révolution copernicienne" qu'appelait de ses vœux Moscovici, il y a un peu plus d'un an : effacer à jamais toute idée d'alternative aux lois impitoyables du capitalisme mondialisé. Le message est clair : on ne sort pas de ce système, il n'y en a pas d'autres de viable.

Les mauvais coups s'enchaînent sur le plan économique, social et sociétal, sans épreuve de force. Comme si le paysage social était mûr pour accepter docilement l'inacceptable. Le terrain du renoncement en France et dans le monde est labouré de longue date. Alors : résignation, ou adhésion de notre peuple ? L'impuissance conduit à une forme d'adhésion : « *Si on ne peut plus financer les services publics, réduisons-les plutôt que d'augmenter l'impôt* », dit pour la première fois une majorité de Français. Pendant que d'autres pensent que les emplois sous-payés, c'est mieux que le chômage, en se référant à l'exemple allemand. Cela signifie-t-il une absence de désir de vivre autrement ? Non, bien évidemment, de même que la colère de voir sa vie amputée, rabougrie sous les coups de butoirs de l'austérité, est bien présente dans chacune des victimes de cette politique.

Mais cela ne suffit pas à endiguer l'offensive libérale. La colère est motrice de l'action lorsqu'elle s'enracine dans une conscience partagée des causes de l'injustice, et la claire perception qu'il est possible de construire un autre avenir. En l'absence de perspective, de projet donnant à chacun les moyens de faire dans la justice et la dignité, il est probable que les résistances actuelles s'installent dans l'isolement et que les prochains scrutins, notamment municipaux, prennent la tournure d'un vote sanction qui fasse date. Pas sûr dans ce contexte que les électeurs face le tri entre le PS et le Front de gauche.

D'où l'urgence de donner le ton du rassemblement, pas seulement celui de la rue : un rassemblement pour refonder une pensée alternative dessinant un autre devenir des sociétés humaines. Pas de résistance constructive sans projet. Et pas de nouvelles constructions sans une appréciation lucide de la situation. L'appel au rassemblement doit aussi s'adresser aux électeurs socialistes, jusqu'à celles et ceux qui, très timidement, tentent aujourd'hui de faire entendre leurs voix à l'intérieur du PS.

● Bernard Calabuig



Inventer la métropole solidaire à partir des dynamiques territoriales

Politique austéritaire, avenir des politiques locales, Métropole du Grand Paris, bataille des municipales à Saint-Denis... Patrick Braouezec, président de Plaine Commune, fait avec Cerises un tour d'horizon des enjeux de la période.

Près de deux années se sont écoulées depuis l'élection de François Hollande. Comment caractérises-tu aujourd'hui la situation politique à l'aune de la séquence à venir des élections municipales ?



François Hollande a été élu pour chasser Sarkozy. C'est aussi pour cette raison qu'il a été choisi lors des primaires du Parti socialiste. Or, non seulement la politique de la

droite n'a pas été remise en cause, mais elle est maintenant amplifiée par le pacte de responsabilité qui n'est autre qu'une mise en œuvre des revendications du Medef. C'est une trahison. Après le crédit impôt compétitivité pour les entreprises, 20 milliards donnés sans aucune contrepartie, le pacte gouvernement-Medef annonce une ristourne équivalente aux cotisations familiales, soit 35 milliards. C'est une baisse de salaire déguisée pour l'ensemble des travailleurs. Qui rappelle que les cotisations sociales, ce sont des salaires, et non des charges ?

S'attaquer ainsi aux revenus des salariés est une pure folie quand on sait déjà que la part de ceux-ci dans la richesse du pays n'a cessé de décroître aux profits

Pour installer une autre perspective, il faut en finir avec les querelles et s'accorder sur un projet et une stratégie qui s'adresse au plus grand nombre, y compris aux socialistes et aux écologistes qui désespèrent de la politique d'austérité.

des dividendes au cours des trente dernières années. Et quand on sait que ce dont souffre l'économie est une demande affaiblie par une trop grande faiblesse des salaires et de la dépense publique. Nous constatons tous les jours dans

nos territoires que les petites et moyennes entreprises souffrent de carnets de commandes insuffisamment remplis. Or le gouvernement annonce aussi 50 milliards d'économie sur les dépenses publiques. Pense-t-il aux conséquences sociales de cette politique ?

Le nombre de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté est alarmant. Celles qui sont confrontées aux difficultés du logement sont de plus en plus nombreuses. La Fondation Abbé Pierre indique que 3,5 millions de personnes sont mal logées et, plus largement, que 10 millions sont confrontées d'une façon ou d'une autre à la crise du logement ! Quant aux conséquences écologiques, personne ne semble s'en émouvoir au gouvernement. On pourrait faire un inventaire à la Prévert morbide, des situations pourtant très liées les unes aux autres. 50 milliards de dépenses publiques en moins, ce sont des services publics déjà fragilisés qui vont disparaître, des emplois en moins, des petits salaires qui vont être de plus en plus nombreux... Nous ne pouvons pas l'accepter. D'autant que cette situation est générale dans ●●●

●●● toute l'Europe. La Grèce, bien sûr, et les pays du Sud de l'Europe en général. Mais même l'Allemagne n'est un modèle que pour les classes dirigeantes. La pauvreté y est encore plus généralisée qu'en France.

Dans ce contexte, le Front de gauche et nos alliés en Europe pourraient jouer un rôle offensif, avec les divers mouvements sociaux, pour que s'installe une autre perspective. Cela suppose d'en finir avec les querelles et de s'accorder sur un projet et une stratégie qui s'adresse au plus grand nombre, y compris aux socialistes et aux écologistes qui désespèrent de cette politique. Sinon le risque est grand que la déprime s'installe durablement dans les têtes. Avec le sentiment que la politique ne sert à rien, que "ce sont tous les mêmes". À qui cela profitera ?

Justement, le gouvernement reprend la rhétorique du précédent pour imposer ses réformes malgré leur impopularité...

... Mais ça ne peut pas fonctionner durablement, sinon au prix de violences qui vont s'accroître. Le capitalisme est en crise. Les marges de manœuvre des classes dirigeantes pour un compromis avec le monde du travail n'existent plus. Pour restaurer et accroître leurs privilèges, ces classes dirigeantes répandent l'idée que c'est en réduisant ce qu'ils nomment le "coût du travail", c'est-à-dire les petits et moyens salaires, que l'économie se redressera. Partout où elles ont été menées, à commencer par la France au cours des trois dernières décennies, ces politiques n'ont permis

que d'accroître le rendement du capital. C'est donc bien le coût de celui-ci qui pose problème. Dans le même temps, je crains que la même logique soit à l'œuvre le projet de loi mal nommée Acte III de la décentralisation.

Un "communisme" municipal du XXI^e siècle peut-il voir le jour ? J'en suis certain. Il faut penser en dehors du cadre qu'on tend à nous imposer si on ne veut pas devenir de simples gestionnaires de l'austérité.

Conseillé par la Cour des comptes, le gouvernement souhaite imposer de nouvelles mesures d'économies aux collectivités territoriales. C'est encore utile d'être un élu local ?

C'est une question tout à fait légitime. Devant ce tableau, on pourrait être tenté de tout laisser tomber. Même si la situation est extrêmement complexe, ce n'est pas mon état d'esprit. Au contraire, j'ai même tendance à penser que c'est justement aujourd'hui qu'il ne faut rien lâcher. D'abord, je suis persuadé qu'il y a une grande disponibilité dans le peuple pour tenter d'autres choses. D'ailleurs, les enquêtes d'opinion montrent nettement qu'une majorité a identifié les mécanismes du système capitaliste

comme la racine des problèmes. Il faut donc dégager l'horizon, faire la preuve que d'autres rapports que les rapports marchands sont possibles. La crise est telle que tout est à reconstruire. Il faut d'ailleurs parler plutôt des crises ! On a souvent décrit les crises économiques, sociales et écologiques... mais c'est une crise de civilisation qui en englobe bien d'autres. Qui peut croire que le bonheur est dans le "toujours plus de consommation" ? Est-ce un hasard si une certaine droite reprend l'offensive sur des valeurs profondes qui interrogent chacune et chacun dans son intimité profonde ? Sur l'amour, sur l'éducation des enfants, sur la mort... Est-ce un hasard si la droite conventionnelle est dépassée par ce mouvement ? Alors oui, la gauche doit tout repenser. C'est ce à quoi nous invitait déjà Edgar Morin dans *La Voie*. Il décrivait bien ces crises mais aussi la multitude d'initiatives locales, ce bouillonnement d'innovations diverses, de pensées nouvelles, d'expériences concrètes alternatives sur tous les continents. Mais avec un obstacle : ces initiatives ne se rencontrent pas, personne ne les dénombre, aucun parti politique ne s'y intéresse. Dès lors, devant l'obstacle il y a deux attitudes possibles : s'arrêter ou essayer de le franchir. Je préfère la seconde attitude.

On a pourtant l'impression qu'aujourd'hui les décisions se prennent ailleurs...

Soyons clair, aucune collectivité n'a jamais eu le pouvoir de faire la révolution toute seule. Pourtant, des municipalités communistes ont fait par le passé des choix d'avant-garde. Comment ? ●●●



Jusqu'au 24 février 2014, au Musée d'art et d'histoire de Saint-Denis, exposition de 70 dessins et toiles de Michel Quarez. Musée situé au 22 bis rue Gabriel Péri - Tel. : 01 42 43 37 57.

●●● Par l'audace. Sinon que reste-t-il ? Devenir un sous-courant du PS pour peser de l'intérieur ? On en voit l'efficacité. Donc il faut régénérer notre courant politique. Un "communisme" municipal du XXI^e siècle peut-il voir le jour ? J'en suis certain. Il faut penser en dehors du cadre qu'on tend à nous imposer si on ne veut pas devenir de simples gestionnaires de l'austérité. Un exemple parlant : en 1925, les communistes n'avaient pas attendu l'autorisation de la loi pour présenter des femmes aux élections municipales. Peut-être serions-nous encore à attendre l'autorisation de la loi sans cette audace ! L'actualité nous offre presque quotidiennement des espaces nouveaux de socialisation et de rupture. Est-ce qu'on accepte de laisser les populations Roms vivre au bord des autoroutes dans des conditions de vie indignes ? Est-ce qu'on reste enfermé dans le cadre budgétaire imposé que nous avons évoqué ? Comment organise-t-on la désobéissance ? Les maires doivent-ils accepter de mettre en œuvre sagement la réforme des rythmes scolaires qui tend à privatiser une part des enseignements ? Est-ce qu'on va encore reporter à une prochaine promesse le droit de vote des étrangers ? Comment, dans nos villes, nous menons le combat pour instaurer une alternative à la mise en concurrence des territoires ?

Voilà, les sujets sont très nombreux et nous ne pouvons pas rester l'arme au pied, attendre des lendemains meilleurs où les collectivités auront les moyens d'agir. Bien sûr, nous devons continuer à revendiquer ces moyens. Mais nous pouvons aussi, comme élus de la famille communiste, être utiles dans la mise en mouvement des citoyens pour faire progresser les droits et reculer les seuls rapports marchands. Devant les impasses capitalistes et le désespoir qu'il entraîne, il faut sortir des clous et s'employer à susciter le désir d'un changement radical.

Évoquons justement cette concurrence des territoires, que tu dénonces. Tu as présidé le syndicat Paris-Métropole en 2012. Tu présides toujours Plaine Commune, une communauté d'agglomération qui a joué un rôle précurseur en région parisienne. Or une loi sur les métropoles vient d'être adoptée. Cette loi supprime, en Île-de-France, les communautés d'agglomérations.

Paris Métropole a mené depuis 2009 un débat et un travail de qualité sur l'enjeu métropolitain, au-delà des oppositions partisans et dans le respect des différences. Ce travail, qui a notamment conduit à la rédaction d'un livre vert, a permis de faire émerger une vision po-

lycentrique de la métropole, à partir des dynamiques de territoires. Un consensus assez large a été construit sur l'idée d'une métropole coopérative, dans une logique ascendante et à partir d'expériences comme celles de Plaine Commune, en s'appuyant sur la dynamique de chaque territoire.

La loi de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles, dite loi MAPAM, adoptée au Parlement a malheureusement pris le contrepied de ce travail et prévoit une recentralisation des pouvoirs au sein de la Métropole du Grand Paris (MGP), supprimant les communautés d'agglomération existantes et cassant les dynamiques territoriales. De nombreux observateurs de la ville, y compris des acteurs économiques, s'inquiètent aujourd'hui des conséquences de cette loi qui pourrait mettre un frein aux projets engagés alors que l'objectif est bien de mettre un coup d'accélérateur aux politiques de solidarité. C'est aussi le retour d'une approche radioconcentrique qui voit Paris étendre son territoire vers la banlieue et "annexer" en quelque sorte les pôles structurants de la métropole pour en faire des super arrondissements. Le risque d'un développement ségrégatif et potentiellement inégalitaire de la Métropole est important. ●●●

●●● Une approche plus solidaire et inclusive est pourtant plus que jamais nécessaire dans la région la plus riche mais aussi la plus inégalitaire de France. Nous avons démontré à Plaine Commune qu'une telle démarche était possible. Nous allons donc continuer à défendre au sein de la Mission de Préfiguration de la MGP l'idée que les conseils de territoires doivent garder autonomie fiscale et statut juridique pour continuer à porter des politiques publiques efficaces et justes.

Les promoteurs de cette métropole concentrée du Grand Paris mettent en avant la péréquation des moyens financiers entre communes riches et pauvres...

Tout le monde, ou presque, s'accorde à reconnaître qu'une plus grande péréquation financière est nécessaire pour combattre les inégalités criantes qui existent en Île-de-France. En ce qui concerne les grands enjeux du Grand Paris, tels que le logement, nous devons passer un cap pour répondre aux besoins des Franciliens. Mais si le constat est partagé, nous pouvons douter fortement de la capacité de la MGP, telle que le projet de loi la conçoit, à répondre à ces enjeux. Nous craignons qu'à l'instar de la loi SRU jamais appliquée par certaines collectivités récalcitrantes, les injonctions de la MGP ne soient pas suffisantes pour dépasser

les égoïsmes locaux. La ville de Paris et certaines villes des Hauts-de-Seine ont déjà affirmé qu'elles ne contribueraient pas à hauteur de ce qui est attendu. Et les mécanismes de péréquation restent bien flous. En témoigne le calcul par la future Métropole de la Dotation de Soli-

Le risque d'un développement ségrégatif et potentiellement inégalitaire de la Métropole du Grand Paris est important. Une approche plus solidaire et inclusive est pourtant plus que jamais nécessaire dans la région la plus riche mais aussi la plus inégalitaire de France.

darité Compensatrice (DSC) qui tiendra compte des DSC existantes avant la loi et favorisera les villes qui n'appartiennent à aucune agglomération par rapport à certaines villes qui étaient en intercommunalité

mais ne touchaient pas de DSC. Il faudra m'expliquer pourquoi Neuilly touchera 2,2 Millions de DSC et Clichy-Sous-Bois ne touchera rien.

Nous souhaitons que soit finalisée la carte intercommunale pour inciter l'ensemble des villes à mettre en œuvre des mécanismes de péréquation et de solidarité financières sur la base d'un projet commun, comme l'ont fait 19 communautés d'agglomération déjà. Ainsi, on aurait créé un cercle vertueux pour combattre les égoïsmes locaux.

Par ailleurs, il faut absolument une prime aux "maires bâtisseurs" pour permettre de financer les équipements publics nécessaires et soutenir les élus locaux qui, au quotidien, s'engagent en faveur du logement. Nous pouvons atteindre les objectifs de 70 000 logements par an à condition de s'en donner les moyens et de partir des engagements territoriaux contenus dans les contrats de développement territoriaux par exemple.

Saint-Denis est la plus grande municipalité communiste en Europe. Pour la deuxième fois, on assiste à une offensive du PS à cette élection municipale. Comment l'interpréter ?

L'offensive du PS est forte dans notre ville comme dans d'autres ●●●



Plaine Commune vue par Abel El Ghat.

●●● de la Seine-Saint-Denis, plus forte d'ailleurs que dans des villes de droite, où peu de moyens sont mobilisés par lui, ce qui est assez surprenant.

Au-delà des ambitions personnelles, ce sont deux conceptions de la ville qui s'opposent. La vision de la ville de Saint-Denis du candidat PS est assez caricaturale, méprisante. À commencer par la critique de la ville des "sans", qui est pour nous la ville de toutes et tous. Pourquoi opposer ainsi les gens et stigmatiser les plus modestes, les plus pauvres ? Alors que cette pauvreté, qui croît partout en France, en milieu urbain comme en milieu rural, n'est malheureusement que le produit des politiques économiques néolibérales. Notre société est incapable de résoudre le phénomène massif du chômage et l'on voudrait stigmatiser ceux qui souffrent de ce fléau !

Le projet de la ville de Saint-Denis est celui d'une ville inclusive où chacune et chacun peut trouver sa place, les plus modestes comme les autres. Les politiques volontaristes en faveur de l'inclusion sociale sont au cœur du projet politique pour permettre à chacun d'avoir

un toit, un emploi, une éducation de qualité pour ses enfants et un avenir.

Le territoire s'est considérablement développé durant les quinze dernières années. Difficile de le nier, même pour les candi-

Le projet de la ville de Saint-Denis est celui d'une ville inclusive où chacune et chacun peut trouver sa place, les plus modestes comme les autres. Cette vision dérange dans un contexte où le gouvernement actuel a renoncé à porter une alternative.

dots PS, car ce formidable élan est reconnu bien au-delà de notre territoire. Alors, il tente de faire croire que ce développement ne profite pas à la population. Or, si le chômage reste malheureusement un fléau, de nombreux emplois ont été créés grâce

à l'arrivée des grands chantiers et autant d'emplois induits par ce dynamisme.

Grâce au travail de fourmi des élus locaux et aux liens tissés patiemment avec les entreprises nouvellement installées, ces arrivées créent du dynamisme économique et de la fierté pour les habitants. C'est aussi le soutien à l'économie sociale et solidaire qui permet de créer à Saint-Denis des emplois non délocalisables et qui s'adressent principalement aux habitants de la ville. Cette vision de la ville solidaire et inclusive dérange certainement dans un contexte où le gouvernement actuel a renoncé à porter une alternative.

Nous avons démontré à Saint-Denis que de réelles politiques sociales pouvaient être menées localement et que le développement économique du territoire ne conduisait pas automatiquement à chasser les plus pauvres toujours plus loin. L'enjeu des municipales à Saint-Denis dépasse le local, et même l'Île-de-France. Le symbole est fort.

● Entretien réalisé par **Julien Dioudonnat**



Vivement que le jour se lève !

« Qu'elle est belle cette révolution. Comme beaucoup de gens, elle me grise. Parfois, j'ai le sentiment qu'elle vient de moi, qu'elle est l'expression de ma révolte face à l'injustice, qu'elle sort de mes propres tripes. C'est d'ailleurs plus une révolte des tripes que du jasmin, des roses ou de je ne sais quoi. C'est un véritable cri. Des hommes luttent, sacrifiant leur vie pour la dignité. (...) C'est une belle leçon à la planète entière. En même temps qu'une véritable claque aux intellectuels, politiques, et artistes, dont je suis, qui n'ont rien su ou pu faire pour changer les choses. Je souhaite de tout mon être une longue vie à cette révolte populaire, qu'elle continue à faire des petits à travers le monde arabe, bien sûr, mais pas seulement. Je rêve de la voir se propager à toutes les dictatures, mais aussi à toutes les démocraties corrompues, partout où sévissent l'injustice sociale, le mépris et l'humiliation des hommes. Je rêve d'un soulèvement de nos banlieues. »



C'est dans *Les Inrocks* qu'Abdellatif Kechiche tient ces propos sur les révolutions arabes.

Mal réveillée ce matin, j'entends sur *France Inter* qu'il participe à la liste de Christian Estrosi à Nice, il considère, selon le journaliste, que celui-ci est le meilleur rempart contre le FN.

Quelle misère !

Comment l'auteur de *La graine et le mulet* peut-il ainsi se fourvoyer ? Comment peut-il saluer les révolutions arabes, rêver d'un soulèvement des banlieues et soutenir Estrosi qui épouse les thèses du Front national ? Très satisfait du référendum suisse sur la limitation de l'immigration, celui-ci considère qu'il faut un tel référendum en France. Mais cela ne suffit pas, Estrosi « souhaite qu'on apprenne prioritairement à lire, à écrire, à compter à l'école, et que l'on fasse une politique d'assimilation à notre héritage de traditions, de culture,

d'identité, qui est celle de l'Europe, de la France, des terroirs de France, pour que ceux qui sont déracinés puissent retrouver des racines à partir de la culture qui est la nôtre » (source AFP).

Sommes-nous impuissants devant un tel brouillage des repères entre la droite et la gauche, entre la droite et l'extrême droite ? Plus d'un Français sur trois dit adhérer aux idées du Front national. "Jour de colère" rassemble plusieurs dizaines de milliers de Français et bouscule les partis, comme l'UMP qui n'arrive pas à récupérer le mouvement.

Force est de constater que dans l'imaginaire collectif, les idées d'égalité, d'émancipation, de démocratie, de solidarité reculent. L'alternance entre la droite sarkozyste et la gauche hollandaise, version démocrate libérale, commence à produire des dégâts que nous aurions tort de minimiser.

L'heure n'est plus à sauver le gouvernement PS-EELV, ou à souhaiter que la gauche réussisse. Il est urgent de reconstruire un imaginaire collectif où chacun puisse se projeter. Il est urgent de porter dans le débat, dans les luttes quotidiennes tout ce qu'il y a de meilleur dans les réflexions qui s'attachent à définir l'après capitalisme. Cela nous demande un effort collectif qu'il est temps d'entreprendre, quel que soit l'endroit d'où l'on parle.

L'ancien se meurt, le nouveau ne parvient pas à voir le jour. Dans ce clair-obscur surgissent des monstres selon Gramsci. Vivement que le jour se lève !



● Sylvie Larue



Austérité généralisée, crise économique, climat d'impuissance collective... où l'Union européenne emmène-t-elle les peuples qui la composent ? Révolution démocratique et nouvelle espérance commune sont à l'ordre du jour. Parce que des colibris peuvent faire le printemps, Cerises s'envole tous les quinze jours dans un pays européen.
Aujourd'hui : la Pologne.



Qui rechantera “La Varsovienne” ?



De Pologne, tout d'abord le plombier... Mais aussi les manœuvres et les ouvriers, exploités sur les chantiers de France. Libre-échange de l'exploitation. Des patrons français ont en effet ouvert des entreprises à Varsovie pour sous-payer des travailleurs polonais et faire des marges juteuses pour le compte des donneurs d'ordre. Le chômage en Pologne (10,1 % en 2014 contre 14,4 % il a deux ans) est pour eux pain béni, forçant à l'exil de nombreux Polonais. Ces patrons paient trois fois moins de cotisations sociales. Parfois pas du tout, espérant échapper aux contrôles entre la France et la Pologne. Il arrive ainsi que des salariés polonais travaillent sur des chantiers en France, sans papiers, sans feuille de paie, sans protection sociale, 12 heures par jour. Certains y dorment, couchés sur leurs sacs. L'un d'eux, s'est pendu sur son chantier, cet hiver, à Paris. Comme le dit l'inspecteur du travail Gérard Filoche (*L'Humanité Dimanche* – déc. 2013) : « *Il ne faut pas avoir peur du plombier polonais. Seulement du patron libéral sans scrupule.* » Telle est la libre concurrence, faussée ou non, qui règne sur les terres de l'Europe libérale.

Alors oui ! À Paris comme à Varsovie : un Code du travail européen et protecteur, un Smic commun, des cotisations sociales alignées vers le haut... De l'Atlantique à la Baltique : une inspection et une médecine du travail dignes de ce nom, une sous-traitance contrôlée. Tels pourraient être les rêves des travailleurs des pays

de l'Union, quelle que soit leur nationalité. J'entends d'ici les commentaires... Un Smic européen ? « *Impossible. Les économies des pays sont trop différentes.* » C'est l'argument des libéraux qui ont fait de l'euro à tout prix leur alpha, des critères de convergence leur oméga. Telle est l'Europe économique et sociale pour de jeunes Polonais.

Faut-il s'étonner dans ces conditions que la Pologne, marquée par les conflits tragiques du XX^e siècle, la Pologne de Chopin et du théâtre de Tadeusz Kantor, soit devenue l'une des nations les moins “européennes” de l'UE. Que l'abstention aux européennes ait dépassé 71 % en 2009. La Pologne, hors zone euro, a d'abord compté sur l'Europe pour garantir sa frontière occidentale, se convertir à l'économie de marché, être un poids lourd économique de l'Europe centrale. Au-delà...

Se convertissant quasi religieusement du “tout État autoritaire” au “tout marché libéral” - comme si le choix était entre le zoo ou la jungle -, la Pologne privilégie une politique pro-américaine et des partenariats économiques avec des firmes états-uniennes. Le gouvernement de la Plate-forme civique (*PO* - droite libérale), dirigé par le 1^{er} Ministre Donald Tusk, a ainsi accordé à la société Chevron, 2^e compagnie pétrolière des États-Unis, des concessions importantes pour l'exploitation des gaz de schiste. Et sur cette énergie, le nouveau ministre

de l'Environnement, Maciej Grabowski, a été clair : « *L'accélération de l'exploitation du gaz non conventionnel provenant des roches de schiste est, et sera ma priorité.* » Et d'ajouter : « *Je suis convaincu que nos ressources naturelles peuvent donner une impulsion encore plus forte au développement du pays.* » Si, fin 2013, Maciej Grabowski a remplacé Marcin Koralec, en pleine conférence climatique onusienne à Varsovie, présidée par son prédécesseur, ce n'est pas pour des clous. Au nom de son indépendance énergétique, la Pologne veut continuer à exploiter son charbon (17 % de la consommation européenne) et développer les gaz de schiste. Sous les protestations écologistes et sans débat démocratique.

Si Varsovie est branchée sur Washington, elle essaie en même temps de ne pas se couper de Moscou, de peur que la Pologne ne perde son rôle de transit énergétique. Bref, elle promeut une politique de préservation de son intégrité territoriale au sein d'une société au conservatisme plombant.

En matière d'émancipation humaine, l'esyndicaliste Lech Walesa et son icône en robe Jean-Paul II ont, de ce point de vue, fait des dégâts idéologiques considérables. Ainsi, les droits des personnes LGBT¹. Un député au Parlement polonais, par ailleurs militant homosexuel, et une députée, transsexuelle, ont proposé à la

¹Lesbiennes, gays, bissexuel-le-s et transsexuel-le-s.



« Le communisme va-t-il de nouveau conquérir le monde ? » telle était la couverture (nov. 2012) du magazine conservateur *Nowe*

Państwo, en référence aux revendications des personnes LGBT en Pologne. Dans l'hebdomadaire catholique *Gość Niedzielny*, un sociologue amalgame pédophilie et homosexualité : « 400 pédophiles sur 1 000 sont des homosexuels et seulement 1 sur 1 000 est prêtre catholique. »



Manifestation nationaliste (août 2013 à Czestochowa)

Diète trois projets de lois destinés à introduire en Pologne l'union civile pour les couples homosexuels et hétérosexuels. Bronca. Non seulement les textes ont été rejetés, mais l'ancien président polonais, prix Nobel de la Paix, conservateur et homophobe, Lech Walesa a affirmé que les députés gays devraient être assis au dernier rang des bancs parlementaires, voire à l'extérieur du Parlement. « *Oui, près du mur et même derrière le mur.* » a-t-il dit, répondant à un journaliste de la chaîne privée TVN. La raison ? Les gays ne représenteraient qu'une minorité. L'ex-dirigeant de *Solidarność* a précisé : « *Dans tous les domaines, je leur donne proportionnellement à ce qu'ils représentent dans la société (...). Je suis de la vieille école et je ne pense pas changer. Je comprends qu'il y ait des gens différents, différentes orientations et qu'ils ont droit à leur identité. Mais qu'ils ne changent pas l'ordre établi depuis des siècles. Je ne veux même pas en entendre parler. Qu'ils le fassent entre eux, et qu'ils nous laissent, moi et mes petits-enfants, tranquilles.* »

Le vieux système craque. Des revendications sociales souvent légitimes s'expriment : abaissement de l'âge de la retraite à 65 ans (porté à 67 ans par le gouvernement Tusk), hausse du salaire minimum², contestation d'une loi autorisant le temps de travail extensible... En septembre 2013, plus de 100 000 salariés et syndiqués ont manifesté à Varsovie

contre la politique gouvernementale. Une des plus importantes manifestations depuis des années, rassemblant des salariés de toutes origines : mineurs et sidérurgistes de Silésie, ouvriers des chantiers navals de Gdansk. « *On devient des esclaves dans notre propre pays !* » s'est ému Piotr Duda, dirigeant de *Solidarność*, principal organisateur de la manifestation. « *On n'acceptera plus de politique qui ne mène qu'à la misère et à la pauvreté. On va chasser ce gouvernement qui n'agit pas dans les intérêts des salariés* », a lancé Jan Guz, du syndicat OPZZ, autre syndicat organisateur, menaçant le gouvernement d'une grève générale. « *Nous voulons un gouvernement à nous, qui prendra en compte les intérêts des travailleurs, qui nous comprendra, pour pouvoir vivre dignement* »,

a déclaré un cheminot. Beaucoup de militants de *Solidarność* souhaitent le retour au pouvoir du parti de droite de Jaroslaw Kaczynski, Droit et Justice (*PiS*).

Les mouvements sociaux sont aujourd'hui récupérés par des forces nationalistes qui prônent des solutions de repli, parfois de haine. Les autorités religieuses jouent le conservatisme. Les forces alternatives, faibles, sont à la peine. Là aussi, un travail de mondialité solidaire et démocratique est à entreprendre entre les forces d'émancipation humaine, de transformation sociale et écologique en Europe. Sous peine que l'ordre moral et libéral règne encore longtemps à Varsovie.

● Philippe Stierlin



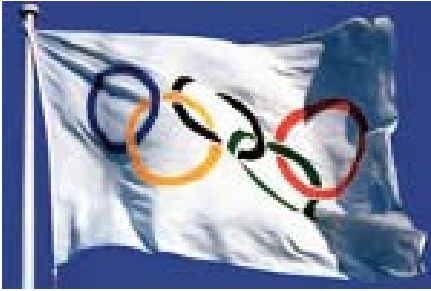
Pologne – élections européennes – 2009

Taux d'abstention : 71,6 %

PPE Parti populaire européen	ECR Conservateurs et réformateurs européens	S & D Socialistes et Démocrates
Plate-forme civique (PO) 44,5 % Parti paysan polonais (PSL) 7 %	Droit et Justice (PiS) 27,4 %	Alliance de la gauche démocratique Union du travail 12,3 %

² Le salaire minimum est de 1 550 zlotys (370 €).

L'olympisme en question



Les critiques de Sochi vont bon train. Certes, Poutine ne nous fait pas oublier les sinistres réalités répressives du régime. Notons toutefois la coopération des USA et de la Russie en matière de sécurité aux Jeux. Environnement ? La France s'est engouffrée dans la niche russe avec "le savoir-faire" de ses plans publics

d'aménagement en montagne et, dans le sillage du public, les investisseurs privés : chez nous aussi sites défigurés, dégradation des sols et de la qualité de l'eau, - dénoncés mardi dernier sur France 5 -, et de plus en plus un monde de luxe, aux dépens des petites stations familiales et du tourisme social et avec des emplois saisonniers calamiteux. Ce qui n'absout pas Poutine, certes !

Mais revenons sur ce qui a été dit en 2012 des JO de Londres, avec un peu moins d'hyper-superlatifs : coûts exorbitants, sécuritaire, relégation des populations pauvres, remise en question du CIO, de la FIPA, marchandisation du sport, etc.

L'ouvrage de la Fédération française des clubs omnisports (FFCO), à l'automne 2013, revisitait justement ces JO et questionnait les perspectives¹.



En introduction, on lira que "L'olympisme est bien vivant" -, qu'un record du monde demande bien plus de temps et d'efforts que l'organisation des JO - salulaire hommage aux sportifs -, et un amusant abécédaire.

La première partie, composée elle aussi d'articles de quotidiens nationaux² en amont des JO ou pendant, porte sur 4 thèmes : histoire de l'olympisme, JO et organisation du monde actuel, femmes, sponsors et financement. Des analyses contrastées, politiques, avec

aussi des partis-pris - ah, le voile ! -, avec peut-être trop peu sur la vie des sportifs eux-mêmes.

Vient en 2e partie une table ronde d'avril 2013. En abordant «ce qu'il reste» de Londres, les valeurs de l'olympisme et le sens d'une candidature de la France pour 2017, les intervenants reprennent à distance les questions évoquées "à chaud" en 2012 et élargissent le propos en faisant le lien entre olympisme et "sport vivant", celui des groupements sportifs, des clubs, du sport pour tous que défend la FFCO. Pour celle-ci, l'olympisme, par la diversité des sports aux JO, par la volonté et la qualité des sportifs qui y participent, est un moteur des disciplines sportives et de leurs amoureux.

Un plaidoyer lucide pour l'olympisme par ceux qui "ne jettent pas le bébé avec l'eau du bain".



● Michèle Kiintz

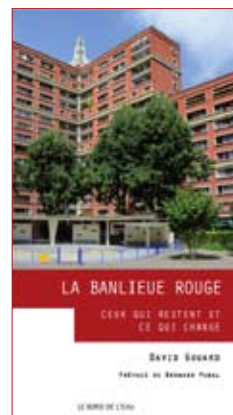
1. *Les JO, regards et perspectives*, 103 p., 20 €, www.ffco.org. Voir également sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Culture" d'autres articles.

2. *La Croix, Le Figaro, L'Humanité, Libération, Le Monde*.



● **Néo-colonialismes et émancipations.** La 9^e édition de la semaine anticoloniale (14 févr.- 3 mars) vous emmène sur tous les continents sur lesquels perdure, sous des formes renouvelées, les politiques et pratiques de domination étrangère, dont la Franceafrique, de racisme et de xénophobie. Plus d'infos - et une pétition - sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Initiatives" et sur le site anti-colonial.net.

● **Des publications se fédèrent.** *ContreTemps*, *les Cahiers de l'OMOS* et *les Cahiers de l'émancipation* vont conjuguer leur travail. Issus de traditions politiques « *quelque peu différentes* », les acteurs et actrices de ces revues ont en commun de s'appuyer sur un « *marxisme non pas clôt et répétitif, mais ouvert, disponible pour les nouvelles synthèses auxquelles invitent le féminisme, l'écologie, l'internationalisme contemporain et le défi que signifie l'exigence démocratique* » et « *de rester engagés par une volonté de transformation sociale et démocratique, radicale, révolutionnaire* ». Ils et elles « *partagent l'idée de la nécessité d'une refondation et recomposition du mouvement ouvrier, pour que s'affirme une force politique nouvelle, de classe, démocratique, intransigeante...* » Désormais, « *Chaque trimestre, ContreTemps paraîtra avec un dossier qui sera assumé, en alternance, par les Cahiers de l'OMOS et les Cahiers de l'émancipation* » et cela dès l'actuel numéro 20. Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "À lire".



● **Entre continuité et contestation.** *Cerises* avait rendu compte d'une étude collective sur *Les territoires du communisme* (n° 181, 13/06/2013). Un autre ouvrage est paru, circonscrit à Ivry-sur-Seine, ville longtemps considérée comme « *l'archétype du bastion ouvrier-communiste* » et qui a beaucoup évolué. À travers des matériaux quantitatifs et des histoires de vies, ce sont « *les trajectoires sociodémographiques contrastées* » de deux quartiers emblématiques et les déplacements géopolitiques de la « *légitimité communiste* » que donne à voir le livre de David Gouard *La Banlieue rouge. Ceux qui restent et ce qui change*. Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "À lire".

Image de la semaine

Gens de Gaza

« Témoignages de Gazaouis, jeunes, adultes ou plus âgés, faisant état de leur vie au quotidien sous l'occupation et le blocus, ainsi que de la légitimité de leur résistance et du nécessaire combat pour les droits humains, chez eux comme partout. »



Documentaire (52 minutes) réalisé par Foumonde.info et projeté en avant-première au salon anticolonial dimanche 16 février à 13h à la Bellevilloise, 19 rue Boyer, 75020 P. Les réalisateurs cherchent une société de distribution-diffusion pour notamment assurer la diffusion nationale et internationale. Plus sur communistesunitaires.net, rubrique "Monde".

● **Ensemble ! rassemble.** Lors de la coordination nationale d'Ensemble ! (www.ensemble-fdg.org), qui s'est tenue à Saint-Denis (93) le week-end dernier, le courant Convergences et alternative a annoncé sa dissolution et sa fusion au sein d'Ensemble. Créée en mai 2009 par des militants critiques du NPA, C et A s'est toujours conçu comme un espace transitoire et souple visant à constituer une organisation plus large issu de la fédération de différentes cultures politiques et organisations. Dans la motion annonçant sa dissolution, C et A indique : « Avec la création du mouvement Ensemble!, nous retrouvons l'essentiel des points importants que portait Convergences et alternative. (...) nous estimons pour notre part que notre courant n'a plus de raisons d'être comme entité spécifique dans Ensemble. » L'ensemble des militant-e-s du courant sont invité-e-s à rejoindre les comités locaux d'Ensemble !, en cours

de constitution. Plus sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Nouvelle force politique".

● **Quelle place pour l'initiative citoyenne ?** Dans son dernier numéro, *Cerises* invitait ses lecteurs à poursuivre le débat sur "la démocratie". Dans ce cadre, Christian Maurel a adressé à *Cerises* une "Lettre ouverte au Président de la République" qu'il interpelle à propos du "pacte de responsabilité" sur la place de l'initiative citoyenne. À lire sur www.communistesunitaires.net, rubrique "Démocratie". Le sociologue aixois signale par ailleurs qu'à « l'Université Populaire du Pays d'Aix-en-Provence, nous travaillons sur cette question des "alternatives démocratiques à la délégation de pouvoir" depuis un an et demi. Nous entrons sur une phase de rédaction de propositions dont va s'emparer un "comité d'auditeurs" ».

Cerises
 publication de l'Association des communistes unitaires
 - Noyau -
 Gilles Alfonsi, Gilles Boitte, Michèle Kiintz, Roger Martelli, Philippe Stierlin, Catherine Tricot, Pierre Zarka.
cerises@plateformecitoyenne.net
 Abonnement gratuit en ligne : <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr